

que d'autres l'éviter. Ils trouvaient, en effet, le problème national qu'ils avaient à résoudre intégré dans l'Autriche, et ces révolutionnaires du temps de paix ne pouvaient se dérober aux conditions de la politique intérieure de l'Empire. Sur les questions de langues dans les écoles, dans les prétoires, d'accès aux fonctions publiques, soucieux d'obtenir pour leur peuple des avantages présents et une portion de justice immédiate, dociles au génie de l'empire des Habsbourg, ils signèrent des « compromis ». Régimes boiteux, qui clochaient au travers des difficultés. Réservant en leur cœur les grandes espérances, différant le « droit d'État », c'est-à-dire l'autonomie, qu'ils réclamaient toujours, ils gardaient à l'Autriche et aux Habsbourg un loyalisme fédéraliste. Ils auraient été les meilleurs serviteurs et les plus utiles ministres d'une Autriche qui n'aurait pas eu d'opprimés. Le dernier des chefs du peuple, Karel Kramar, l'une des plus belles intelligences politiques du monde slave, a poursuivi encore ces rêves timides et ces projets dociles pendant vingt années, au bout desquelles il a été condamné à mort par la justice de ces mêmes Habsbourg qu'il ne détrôna jamais dans sa pensée, sur l'ordre de cet état-major impérial, oisif et chamarré, qui reste sans honneur et sans force à la tête de l'armée austro-hongroise, qui appartient aux Prussiens.

De cet esprit d'accommodement, de ces tempéraments nécessaires lorsque la question tchèque n'était qu'une affaire intérieure de la politique autrichienne, le peuple se rendit toujours mal compte. A travers cinquante années de consultations élec-